

La force aérienne, la grande stratégie et la sécurité nationale

Mieux comprendre l'utilité persistante de la puissance aérienne

ROBERT EHLERS, PHD*

Pendant près de 70 ans, les appels demandant la fin de la Force aérienne des États-Unis en tant qu'entité indépendante et l'absorption de ses composantes dans d'autres services ont été lancés à intervalles constants. Ces 15 dernières années, les attaques frontales adressées à la Force aérienne des États-Unis, critiquant son utilité et donc son existence en tant que service indépendant, se sont toutefois faites plus acerbes. La dernière sortie de Robert M. Farley préconisant sa dissolution n'est qu'un exemple parmi d'autres, même s'il a peut-être été le plus remarqué. Différant assez peu de sa déclaration précédente de 2008, son argumentation reste toujours fort peu convaincante¹.

Le raisonnement de cette demande de suppression de l'Air Force des États-Unis et de l'intégration de ses ressources matérielles et humaines dans d'autres services ne manque pas de rappeler le sempiternel argument avançant que la Force aérienne est le seul service qui ne peut être décisif à lui seul et qu'il constitue donc à ce titre qu'un simple service « de soutien », au sens le plus basique du terme. L'armée de Terre des États-Unis, par opposition, forme le service décisif de tout

*L'auteur est professeur d'études de sécurité à l'Université Angelo State, située à San Angelo, dans l'État du Texas, aux États-Unis. De 2010 à 2013, il a officié comme directeur du Centre des études de sécurité et a été titulaire de la chaire du Département des études de sécurité de la justice pénale. À la tête d'une équipe de 17 collaborateurs, il a mis sur pied des programmes de baccalauréat et de maîtrise dans quatre disciplines liées à la sécurité nationale : études culturelles et régionales, sécurité nationale, renseignements et justice pénale. Colonel retraité de l'US Air Force, ancien professeur en histoire de la Force aérienne à la School of Advanced Air and Space Studies, et ancien professeur associé d'histoire à l'Air Force Academy, Robert Ehlers a obtenu son baccalauréat en études internationales à l'Ohio State University en 1986 et sa maîtrise en histoire à l'Université de Floride en 1992, avant de retourner quelques années plus tard à l'Ohio State University pour décrocher un doctorat en histoire en 2005. Robert Ehlers est l'auteur des ouvrages *Targeting the Third Reich: Air Intelligence and the Allied Bombing Campaigns* (2009) et *The Mediterranean Air War: Airpower and Allied Victory in World War II* (2015), qui font tous deux partie de la collection *Modern War Studies*, publiée aux presses universitaires de l'Université du Kansas.

conflit armé impliquant des Américains entrant en guerre pour vaincre l'ennemi. La Marine de guerre veille pour sa part sur nos lignes de communication en mer et garantit la supériorité logistique de nos troupes sur le terrain. Elle porte également l'étendard et exerce une pression à travers diverses opérations visant à faire valoir la liberté de navigation. Le corps des Marines est un service crucial dont l'intégrité doit impérativement être préservée, car il confère aux États-Unis la capacité d'acheminer des divisions d'infanterie d'élite sur le terrain et d'assister à très brève échéance les forces aériennes, blindées et d'artillerie, de même que d'autres ressources à l'échelle mondiale. La Force aérienne des États-Unis n'est qu'un simple complément, entend-on souvent, dont les missions ont pour but d'apporter un soutien à ces activités plus fondamentales et d'un ordre supérieur. Selon cette école de pensée, les autres services pourraient ainsi intégrer très facilement les différents rôles, missions, équipements et membres du personnel d'une Force aérienne démembrée. Les exemples dérangeants attestant que la Force aérienne a eu, à elle seule, un impact déterminant sur la stratégie générale, sont le plus souvent passés sous silence par les partisans de cette théorie. Selon ces derniers, le pont aérien de Berlin, par exemple, aurait pu et aurait dû être une opération menée par l'armée de Terre, voire même par la Marine. Néanmoins, toute personne consciente de l'extrême complexité de la planification, de l'exécution et de la coordination d'une mission aérienne combinée de cette ampleur avec la Royal Air Force décèlera d'emblée les importantes lacunes d'une telle argumentation. Cette mission, qui a littéralement nourri et chauffé les habitants de Berlin-Ouest, et qui a préservé la ville de la domination russe, souligne le fait que tout recours approprié à la Force aérienne exige une expertise analogue à celle des autres services. Ce seul exemple fait également taire les partisans de la logique des services « soutenus » et « soutenant » ; une fausse dichotomie par laquelle la U.S. Air Force se voit systématiquement attribuer le second rôle. En définitive, ces arguments ignorent complètement ce que la Force aérienne *fait* réellement en faveur de la sécurité nationale américaine. De même, sa capacité à faire office d'entité à part entière, à travers ses actions mais aussi à travers le nombre de missions qu'elle a menées depuis un siècle, et les répercussions en cascade que pourraient avoir son démantèlement et la division de ses ressources à travers les autres services, se révéleraient aussi problématiques en situation de pré-conflit qu'elles ne seraient catastrophiques lors de conflits militaires majeurs.

Plutôt que de s'engager dans un débat sur l'utilité d'une Force aérienne indépendante, il nous semble plus opportun de s'interroger sur l'utilité du service à travers le spectre de la stratégie générale, de la mise sur pied et de l'exécution de la politique militaire, et de ses conséquences sur la sécurité nationale américaine, en accordant une attention toute particulière aux opérations conduites dans le but

d'éviter la guerre. En effet, comme nous le rappellent avec insistance Carl von Clausewitz, Sun Tzu et d'autres théoriciens, la guerre, ou dans un sens plus large le conflit armé, doit demeurer l'ultime recours de toute stratégie². Ainsi, les stratégies générales efficaces doivent avant tout avoir pour objectif d'éviter la guerre, et si le conflit armé est inévitable, de limiter autant que possible les pertes humaines et financières. Elles doivent également rechercher en permanence à conserver un avantage sur l'adversaire et, si la guerre ne peut être évitée, tendre vers le meilleur apaisement possible lorsque le conflit arrive à son terme, comme le préconise B. H. Liddell Hart en parlant de « meilleure paix³ ». Cette approche et les idées de ces théoriciens nous permettront de déterminer de façon beaucoup plus claire si la Force aérienne a une réelle efficacité en tant que service indépendant engagé dans la protection de la nation et de ses citoyens ou si, comme l'affirment les critiques, elle a fait son temps et doit être diluée dans d'autres services.

L'indicateur ultime de l'utilité de tout service militaire est la mesure dans laquelle ce dernier soutient les efforts entrepris pour atteindre les objectifs de la grande stratégie et des stratégies connexes et donc, par extension, la mesure dans laquelle il contribue à la sécurité et à la prospérité du peuple américain. Clausewitz nous rappelle que « l'objet politique [la politique], c'est-à-dire le motif original de la guerre [du conflit], déterminera à la fois l'objectif militaire [ou autre] à atteindre et la quantité d'efforts nécessaires pour y parvenir⁴ ». Il convient de replacer cet avertissement dans le contexte qui nous occupe si nous voulons qu'ils prennent du sens, ce qui explique la présence des mots entre crochets replacés dans la citation originale. En matière de grande stratégie et de soutien des efforts politiques permettant de garder un avantage permanent sur nos adversaires, de nombreux objectifs nationaux se situent (ou devraient se situer) sous le seuil du conflit armé. Clausewitz ne s'est pas intéressé à la guerre parce qu'il pensait qu'il était impossible de résoudre le moindre problème sans entrer en guerre. En réalité, son ouvrage regorge de mises en garde contre l'entrée en guerre si l'on ne s'est pas assuré au préalable que l'objectif politique était inatteignable par d'autres moyens. Il nous rappelle également que l'objectif doit être d'une importance vitale lorsqu'on envisage d'entrer en guerre. Il nous avertit de cette façon : « la décision première, suprême et primordiale que doivent prendre un homme d'état et un commandant est de déterminer [...] le type de guerre dans laquelle ils entrent ; ils ne doivent ni se méprendre sur sa nature ni essayer de tendre vers une guerre qui s'écarterait de son objet initial⁵ ». Ce triple avertissement nous invite donc à comprendre le pourquoi de l'entrée en guerre si celle-ci est inévitable et à mettre sur pied un ensemble réaliste d'objectifs stratégiques et politiques qui ne changent pas au gré des lubies ou des interprétations erronées des élus politiques et des commandants militaires. S'il est possible d'éviter la guerre et si le pays peut avoir recours à une

combinaison appropriée de moyens pour atteindre cet objectif, cette solution est alors bien préférable au recours à un conflit armé. Et en l'occurrence, ce scénario implique précisément un domaine où la puissance aérienne de façon générale et l'U.S. Air Force en particulier ont démontré toute leur efficacité.

Produit d'une puissance continentale dépourvue de Marine de guerre et de Force aérienne, Clausewitz a analysé ces différentes questions, allant de la coercition à la guerre, en les replaçant dans son propre contexte historique et géographique. Il sera toutefois le premier à nous inviter à les analyser à travers le spectre de *notre propre contexte*, ce qui inclut *une Force aérienne parfaitement à même d'atteindre les objectifs stratégiques et politiques en situation de guerre latente ou de renforcer l'efficacité de ses services partenaires en situation de guerre*. Le pont aérien de Berlin constitue donc un rappel utile, parmi tant d'autres, que la Force aérienne dispose de la capacité nécessaire, lorsqu'elle est bien utilisée et que ses missions sont correctement orchestrées avec les autres instruments de pouvoir, pour atteindre les objectifs de la grande stratégie. Personne n'a fait référence à la Force aérienne comme un service « de soutien » lorsqu'elle fut à la manœuvre de la victoire cruciale en 1948–49, où elle fut bel et bien le service « soutenu ». À y réfléchir, à partir du moment où nous nous autorisons à penser le recours au service militaire et à d'autres instruments de pouvoir de cette façon, tout service ou instrument est inévitablement « soutenu » et les autres inévitablement « de soutien » pour toute la durée d'un conflit donné. Ce type de raisonnement étriqué réside à la base de nombreux échecs politiques et militaires et est, hélas, susceptible d'en produire encore bien d'autres.

Au sens le plus strict du terme donc, la grande stratégie se rapporte au processus par lequel les décideurs politiques déterminent comment gagner et conserver un avantage continu sur leurs concurrents, leurs adversaires et leurs ennemis. La politique se définit ainsi comme l'ensemble des activités destinées à atteindre les objectifs de la grande stratégie. Les différents instruments de pouvoir, dont notre puissance militaire, sont utilisés (du moins en théorie) dans des combinaisons qui se veulent les plus efficaces possible dans le but d'atteindre les objectifs politiques et, par extension, les objectifs stratégiques. Dans ce processus qui, comme nous le rappelle Clausewitz, est simple en théorie mais difficile à mettre en œuvre, l'U.S. Air Force a joué son rôle à divers degrés de réussite, comme c'est le cas de tous les autres services⁶. En outre, l'U.S. Air Force a largement rempli sa part dans l'atteinte de l'objectif de « meilleure paix » préconisé par Liddell-Hart, qui doit rester l'objectif ultime, que ce soit en situation de guerre ou en situation de guerre latente⁷. Ce qui importe ici, c'est la bonne coordination des différentes ressources nationales, souvent de concert avec celle des autres pays, afin d'assurer la sécurité de la nation et sa prospérité. Cette dynamique et ces *interactions* parfois

fortuites voulues entre les services, les instruments militaires et les autres instruments de pouvoir, et entre les Américains et ses alliés ou au sein de coalitions (*Wechselwirkungen*, comme Clausewitz nomme en allemand ces interactions d'importance stratégique), déterminent souvent le succès ou l'échec d'une mission⁸. Parmi d'autres objectifs, le présent article entend mettre le doigt sur les différents cas de figure où le nombre, la qualité et l'efficacité de ces interactions seraient intrinsèquement affaiblis, pour ne pas dire appauvris, en cas de démantèlement de l'U.S. Air Force.

Les États-Unis furent parmi les premiers à se doter d'une U.S. Air Force et sont aujourd'hui le dernier pays à disposer d'une Force aérienne indépendante capable de produire des résultats stratégiques et politiques, que ce soit seule ou en association avec d'autres services et d'autres instruments de pouvoir. En dépit des restrictions de personnel et d'équipement dont elle fait l'objet, l'U.S. Air Force conserve une capacité de puissance exceptionnelle. Lorsqu'elle est utilisée avec créativité et en accordant l'attention nécessaire à ses capacités et à ses limites vis-à-vis de l'atteinte des objectifs nationaux, la Force aérienne est parfaitement à même de contrecarrer les plans de ses adversaires. En outre, elle offre aux alliés et aux partenaires toute une série de possibilités à très court terme, allant de l'avantage militaire majeur aux missions de protection, de sécurisation, et d'aide humanitaire de grande envergure. Enfin, dans les éventualités relativement rares où cela s'avérerait nécessaire, l'U.S. Air Force a la capacité unique de lancer en à peine quelques heures des armes mortelles et non mortelles aux quatre coins de la planète, indépendamment de l'action de tout autre service ou instrument de pouvoir.

Colin Gray note ingénieusement que

les débats sur le passé et l'avenir de la Force aérienne portent le plus souvent sur des questions dépassées et non pertinentes... La Force aérienne doit être indépendante de l'armée de Terre et de la Marine pour la bonne et simple raison que combattre dans, pour, et depuis le ciel est une activité à part entière⁹.

Il s'agit d'une activité dotée de capacités incroyablement efficaces, qui rendent tout jugement guidé par une analyse de ses défauts plutôt que de ses qualités inepte ou invraisemblable. Les différents chapitres écrits par Gray sur la puissance aérienne dans son ouvrage révolutionnaire *Explorations in Strategy* restent d'une grande pertinence et d'une grande utilité aujourd'hui, 18 ans après leur publication en 1998. Il en va de même pour ses réflexions complémentaires dans *Modern Strategy*, publié un an plus tard. En réalité, si Gray devait retravailler ce chapitre aujourd'hui, bon nombre de détails de ses observations changeraient afin de se conformer davantage aux réalités contextuelles du XXI^e siècle, mais ses principaux arguments resteraient identiques. Par ailleurs, ils seraient aussi pertinents pour les

agents de l'état chargés de comprendre comment et pourquoi une Force aérienne indépendante apporte des contributions majeures et uniques à notre sécurité nationale qui ne pourraient pas être reproduites en déplaçant ses ressources humaines et matérielles dans d'autres services. Gray se concentre à la fois sur la « logique » de la grande stratégie, qu'il perçoit comme constante, et sur sa « grammaire » (les instruments de pouvoir et les processus utilisés pour atteindre les objectifs stratégiques sans cesse changeants). Cette approche nous apporte une série d'outils essentiels permettant d'analyser l'utilité de la Force aérienne. Ils nous aident également à comprendre pourquoi la Force aérienne opère à travers un statut d'entité indépendante, dont les membres sont des experts (imparfaits) du recours à ses services, tout comme le sont les membres (tout aussi imparfaits) des autres services de l'usage contextuel et opérationnel des ressources qu'ils ont sous leur contrôle¹⁰.

Même si Gray a été le premier à indiquer que son ouvrage traiterait essentiellement de la guerre et des contributions uniques des différents services et des unités spécifiques dans ce domaine, il nous apporte également un certain nombre de réflexions qui nous permettent de comprendre le rôle potentiellement important, voire central, de la Force aérienne dans *l'ensemble* des efforts stratégiques et de soutien politiques, que ce soit en cas de conflit armé ou de guerre latente. Cette dernière catégorie nécessite une importance bien plus accrue que la communauté scientifique n'a bien voulu lui accorder jusqu'à présent. La Force aérienne est un membre indispensable de la force interarmes lors d'une guerre conventionnelle. Les exemples que nous donnent la Seconde Guerre mondiale, les prémices de la Guerre de Corée, l'offensive de Pâques au Vietnam en 1972, l'opération Tempête du désert, les recours d'Israël à la Force aérienne dans ses guerres avec les états arabes, et tant d'autres encore, nous en apportent la preuve évidente. Les armées gagnent plus rapidement et avec moins de victimes à déplorer lorsque des pilotes compétents collaborent avec les commandants des forces terrestres et navales, en exerçant un contrôle direct sur les moyens aériens, afin de maximaliser les effets de la force interarmes. Il s'agit de faits avérés par l'histoire, et qui le sont encore aujourd'hui en dépit du caractère changeant de certaines formes de conflit armé inhérentes à notre siècle.

Toutefois, ce qu'on omet trop souvent de dire lorsqu'on parle de l'utilité de la Force aérienne et de la nécessité de la conserver en tant que service militaire indépendant, porte sur les nombreuses missions de sécurité nationale qu'elle mène en période de guerre latente. Tout comme les soldats, les marins et les Marines sont les mieux placés pour employer la force dans leurs domaines de compétences, les pilotes sont les mieux placés dans le leur pour utiliser leurs atouts spécifiques dans le but d'atteindre un large spectre d'objectifs stratégiques et politiques. Ce

point constitue le problème le plus élémentaire dans les travaux de Clausewitz et Gray, qui n'ignorent pas l'importance des objectifs stratégiques en période de guerre latente, mais qui se concentrent néanmoins presque entièrement sur la guerre elle-même plutôt que sur le grand nombre d'efforts politiques visant à l'éviter. Par conséquent, il convient de replacer certaines des affirmations de Gray, comme « la terre est ce qui importe le plus », dans leur contexte¹¹. Si c'est bel et bien le cas lorsqu'une force armée doit prendre et conserver un territoire pour favoriser l'atteinte d'objectifs stratégiques et politiques, c'est beaucoup moins le cas en l'absence de cette nécessité. De façon analogue, bien que la Marine exerce un rôle important en période de guerre latente à travers ses opérations de liberté de navigation et de démonstration de force, elle ne forme en aucun cas *la*, et même pas *une*, force déterminante dans une guerre conventionnelle. Toutefois, ce service est tout à fait susceptible de l'être dans un grand nombre de conflits et de pré-conflits. Que nous analysions les opérations de la Septième flotte des États-Unis au large de Taïwan pour empêcher l'invasion de l'armée de Mao Zedong, le rôle central joué par la Navy dans le blocus de la crise des missiles de Cuba, son rôle vital dans l'escorte de la marine marchande lors de la « guerre des tankers » en Iran dans les années 1980, ou ses opérations de contrôle dans des dizaines d'autres cas, ce service a démontré que le territoire n'est pas toujours ce qui importe le plus. Il en va de même pour l'U.S. Air Force.

Même dans certains types d'opérations de contre-insurrection et d'anti-terrorisme, la force terrestre ne suffit pas à atteindre les objectifs visés. La phase de la guerre en Afghanistan (2001–2002) a été presque entièrement menée par des opérations des forces spéciales, de l'Agence centrale du renseignement (CIA) et de la Force aérienne pour permettre à l'Alliance du Nord d'être décisive contre les talibans. La terre s'est peut-être avérée être la plus importante à la fin, mais elle ne l'aurait pas beaucoup été *sans* l'intervention de l'Alliance du Nord. Notons encore que l'intervention terrestre de grande ampleur de la Force internationale d'assistance et de sécurité aurait été bien moins efficace, beaucoup plus onéreuse et beaucoup plus sanglante pour l'armée de Terre américaine et les Marines sans l'intervention de l'Alliance du Nord dans le rôle d'armée de substitution et sans la présence de la Force aérienne pour pilonner les positions défensives des talibans. La phase de la guerre en Afghanistan et de la guerre en Irak qui a suivi nous aide à nous rappeler que les forces terrestres ne pèsent pas très lourd en termes de résultats positifs lorsque les objectifs stratégiques auxquels elles doivent répondre sont impossibles à atteindre et/ou lorsque les décideurs politiques abandonnent les avantages stratégiques qu'ils ont acquis. Bâtir une démocratie fonctionnelle, ou toute autre forme de gouvernement centralisé, s'est toujours apparenté à une action sisyphéenne en Afghanistan, et les habitants de ce pays bricolé à la hâte que

l'on appelle l'Irak n'ont jamais connu, ni même voulu, la vraie démocratie. Ainsi, les forces terrestres n'ont jamais obtenu des résultats escomptés, non pas parce que nos troupes n'étaient pas efficaces, mais bien parce que nos décideurs politiques ne l'étaient pas. Toute personne dont la réflexion n'aurait été que superficielle pointerait la seule victoire, le match nul et les trois défaites qu'ont connus notre Force terrestre et notre Force navale lors des conflits majeurs (Corée, Vietnam, opération Tempête du désert, Afghanistan, Irak) et en conclurait qu'elles ne sont dès lors pas efficaces. Pour pousser à l'extrême ce raisonnement insensé, on pourrait alors aussi avancer qu'il est temps de démanteler ces services, de les associer, ou de les réorganiser de fond en comble pour les rendre plus efficaces lors des crises menaçant la sécurité nationale. Toutefois, ce (non)raisonnement omet les nombreux cas où la force terrestre des États-Unis et la Marine ont joué des rôles cruciaux dans les conflits de guerre latente, le plus évident étant l'effet dissuasif produit le long de la frontière intérieure allemande. L'opération de dissuasion très réussie dans la péninsule de Corée depuis la signature de l'armistice en 1953 constitue un autre exemple qui mérite d'être mentionné. Dans les deux cas, les agresseurs potentiels ont choisi de ne pas attaquer ou ne le font toujours pas. Les forces terrestres américaines, par leur simple présence et leur simple volonté, ont été à l'origine des changements extrêmement positifs pour la gouvernance et la croissance économique dans ces régions critiques du monde. Les forces aériennes et navales ont joué des rôles tout aussi cruciaux dans ces opérations de dissuasion, et dans de nombreuses autres, et ont conduit à d'importants succès de grande stratégie. Il est dès lors malavisé de prétendre que l'un de ces services ou de ces instruments de pouvoir a été efficace (ou inutile) à lui seul lors de ces opérations. Les instruments de pouvoir répondent aux injonctions des décideurs politiques, et leur efficacité dépend directement de la pertinence des politiques auxquels ils sont censés obéir. L'U.S. Air Force est loin d'être unique dans ce cas.

Même lorsqu'on enlève le conflit armé, les opérations de sécurité nationale dans lesquelles la Force aérienne joue un rôle majeur, la liste de ses contributions reste longue au regard des *actions* qu'elle mène réellement pour soutenir la stratégie et la politique américaine. La première et la plus importante de ces qualités est la puissance coercitive qu'elle exerce grâce à la portée de son champ d'action, à sa vitesse et à son efficacité. Cette capacité est bien sûr entièrement indépendante des missions de sécurité nucléaire assurée par l'U.S. Air Force. Aucun autre service ne dispose des compétences, de l'expertise, ou de ses sept décennies d'expérience pratiques des opérations continentales et mondiales de dissuasion ou de contrainte (*compellance*), pour reprendre le terme utilisé par Thomas Schelling et d'autres scientifiques dans leurs ouvrages respectifs¹². L'existence même d'une Force aérienne extraordinairement agile, flexible et efficace fait des États-Unis d'Amérique

une nation unique au monde. Colin Gray affirme ainsi que les États-Unis d'Amérique sont une nation de puissance aérienne comme nulle autre¹³. La situation géographique, la puissance militaire et économique, la nécessité de flexibilité politique, compte tenu de l'engagement américain à l'échelle mondiale, ne font que renforcer cette vérité de base. Le fait que les décideurs politiques soient tentés d'abuser de cette force unique (et ils l'ont souvent fait par le passé par ingénuité, par ignorance feinte ou par égocentrisme) n'est pas davantage la faute des pilotes ou de la Force aérienne que le recours inapproprié et irréfléchi aux forces terrestres et navales ne l'est des soldats, des marins ou des Marines. Et il ne constitue pas davantage un argument pour démanteler la Force aérienne et répartir ses différentes composantes entre les autres services.

Une fonction associée, tout aussi importante et distincte, de la Force aérienne se rapporte aux missions de sécurisation et de soutien menées avec les alliés à l'échelle internationale. L'ère des rivalités entre les états et les conflits interétatiques est en effet loin d'être révolue, comme l'ont démontré les dernières actions russes en Estonie, en Géorgie et, encore plus récemment, en Ukraine. Le recours perpétuel de Vladimir Poutine aux instruments de pouvoir, au bluff, à la provocation, et à d'ingénieuses manœuvres de tromperie vis-à-vis des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne nous rappelle les démonstrations de puissance étatique qui persistent et peuvent être lourdes de conséquences. Le déploiement de forces aériennes en Arabie Saoudite immédiatement après l'invasion du Koweït par l'Irak, en Europe de l'Est après les diverses provocations russes, le long de la ceinture Asie-Pacifique pour contrer les provocations chinoises au sud de la mer de Chine, ou en Corée du Sud et au Japon pour rappeler que ni la Corée du Nord ni la Chine ne peut s'approprier de quelconque liberté indue dans la péninsule ou la région, ne sont que quelques exemples parmi les dizaines du genre. On peut bien entendu ensuite débattre de la réelle capacité du déploiement de cette Force aérienne, ou même la menace de ce déploiement, à éviter ou non les conflits armés dans ces régions, mais cette question est ouverte au débat. La question est aussi dénuée de pertinence. La Force aérienne est parfaitement appropriée pour opérer avec d'autres instruments de pouvoir afin de s'assurer que personne ne soit tenté d'entrer en guerre. Une fois encore, le paradoxe de l'efficacité stratégique de la Force aérienne est évident. Si elle s'avère extraordinairement efficace lors d'opérations militaires, le premier avantage de la Force aérienne pour la sécurité nationale américaine et celle de ses alliés est simplement sa présence et son recours systématique comme moyen de dissuasion vis-à-vis des ennemis potentiels, à qui elle menace de faire payer le prix fort en cas d'agression armée.

Une troisième caractéristique unique de la Force aérienne au niveau de la grande stratégie et lors des crises pré-conflit se rapporte à sa capacité à gagner et

à maintenir la supériorité aérienne, ou simplement à la réaffirmer et, dans un deuxième temps, à empêcher les adversaires potentiels d'entreprendre des actions qu'ils auraient prises sans son intervention. Parmi les exemples de ce type, citons la période consécutive à l'opération Tempête du désert, où les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak ont empêché Saddam Hussein de mettre à exécution les mesures envisagées et les représailles sur les communautés kurde et chiite. Ces zones d'exclusion aérienne étaient loin d'être parfaites. Saddam Hussein est parvenu à tuer des Kurdes et surtout des Chiites comme il l'a fait par le passé, sur le terrain et dans ses nombreuses prisons. Toutefois, les résolutions des Nations Unies et les décisions des responsables politiques de mettre fin aux souffrances de ces populations, et d'empêcher Saddam Hussein de faire progresser son armée sans être inquiété, ont conduit à la mise en place de restrictions sévères visant à limiter sa marge de manœuvre et ses projets dans le but de protéger les populations dans son propre pays, ainsi que dans les pays voisins. En outre, en raison de l'impossibilité (à de nombreux égards) d'envoyer à nouveau des forces terrestres et les Marines sur place pour instaurer et contrôler des zones de « non-circulation », il ne restait plus qu'un seul service militaire disposant des capacités et de l'expertise nécessaires pour assurer cette mission. De façon analogue, bien qu'étant également loin d'être parfaites et même dans certains cas pas entièrement efficaces, les zones d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie ont finalement conduit à l'Opération Force décisive, une mission air-terre coordonnée avec les troupes croates et musulmanes bosniaques qui ont forcé les Serbes bosniaques et leurs alliés à abandonner le combat¹⁴.

La capacité de la Force aérienne, parallèlement à celle de la puissance spatiale, à collecter de grandes quantités de renseignements a également joué un rôle absolument crucial au-delà des frontières des conflits armés. Les dangereuses missions de reconnaissance aérienne menées de façon ininterrompue autour de la périphérie de l'Union soviétique (et au-dessus de son territoire) ont été très efficaces et très utiles aux élus politiques pour renseigner ces derniers sur les capacités russes et, occasionnellement, sur leurs intentions. De façon croissante, les renseignements interceptés nous ont confirmé l'affaiblissement de leurs capacités et de leurs intentions de poursuivre la longue confrontation avec les États-Unis à partir du début des années 1980 ; des renseignements que le président Reagan a utilisés de façon très compétente avec son équipe, lorsque les États-Unis préparaient avec leurs alliés les derniers efforts de dissolution du bloc soviétique. Les attaques de Reagan envers ce qu'il qualifiait d'Empire du mal et sa célèbre phrase : « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur ! » étaient bien davantage que de simples formules sans lendemain. Elles ont au contraire favorisé les soulèvements en Europe de l'Est qui ont joué un rôle crucial dans l'éclatement de l'URSS. Pendant toute cette

période, les quantités gigantesques de renseignements fournies par les avions et les satellites, ainsi que les nouveaux programmes d'armement comme le bombardier B-2, le *Peacekeeper ICBM* et le missile balistique de portée intermédiaire *Pershing II*, et que la collaboration renforcée entre la force terrestre et l'armée de l'Air à travers le nouveau cadre *AirLand Battle*, ont été autant d'éléments qui ont convaincu les Russes qu'ils avaient perdu la guerre et qu'ils devaient s'orienter vers d'autres horizons.

Les services de renseignement de l'armée de l'Air ont également donné à l'administration Kennedy les premières indications que les Russes avaient déployé à Cuba des missiles balistiques de portée intermédiaire SS-4 et des ogives nucléaires. D'autres rapports des services secrets ont donné au président et à son Bureau exécutif les détails de la situation dont ils avaient besoin pour faire preuve de fermeté face à Khrouchtchev, mais aussi de retenue. Une approche qui a conduit à une victoire majeure de la grande stratégie lors d'un conflit qui aurait pu, dans le cas contraire, conduire à une guerre nucléaire. Les commandants militaires en avaient appelé à une intervention aérienne massive pour frapper les missiles et les autres cibles russes ; mais Kennedy, bien informé par les services secrets de l'armée de l'Air, décida d'emprunter une voie plus raisonnable et réfléchie.

Les capacités de renseignement des forces aérienne et spatiale développée au cours du siècle dernier ont conduit à un ensemble immensément complexe de compétences structurelles et techniques qui ne pourront pas être conservées en les déplaçant simplement d'un service à un autre. De tous les services, la Force aérienne est celle qui se focalise le plus fortement sur les services de renseignements de grande stratégie et de stratégie militaire, bien qu'elle soit tout aussi capable d'agir à l'échelon opérationnel et tactique. Aucun autre service ne peut accomplir ces missions, et le temps que prendrait de les former pour atteindre ce niveau d'excellence, en imaginant que ce soit possible, ne se compte pas en mois ou en années, mais en décennies. L'armée de Terre considère que ses véhicules pilotés à distance font partie intégrante d'unités spécifiques (comme elle le fit en grande partie pour les avions durant l'entre-deux-guerres et tout au début de la Seconde Guerre mondiale) et en conserve donc en permanence les deux tiers en dehors du combat, au lieu de les laisser au premier plan et de les confier aux mains des spécialistes des unités entrantes. Bien que cette manière de procéder présente des avantages en termes de réactivité tactique, elle laisse une part bien trop importante de la flotte inoccupée¹⁵. Cette situation nous pousse à nous interroger sur la capacité de l'armée de Terre à faire bon usage des systèmes aériens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) à des niveaux stratégiques et politiques plus élevés dans le but d'éviter les conflits armés plutôt que de soutenir les troupes sur le terrain une fois que la guerre a éclaté. La Navy et les Marines

disposent de capacités ISR efficaces en leur sein, mais ces dernières se situent également plutôt du côté des niveaux opérationnels et tactiques et se concentrent donc sur la mise à disposition de renseignements utiles pendant les conflits armés et pas avant que ces derniers commencent, dans une volonté de les éviter.

L'aspect de la Force aérienne qui est probablement le moins visible, mais qui reste pourtant le plus actif et le plus important sur le plan diplomatique, se rapporte à sa capacité à intervenir dans des projets d'aide humanitaire dans les coins les plus reculés de la planète. Ainsi, parmi les éléments qui ont fort peu attiré l'attention, citons le fait que les opérations humanitaires de l'U.S. Air Force, menées de concert avec d'autres services (qui ont joué un rôle certes important, mais souvent uniquement « de soutien »), ont sauvé au minimum 40 millions de personnes depuis la création de ce service indépendant en 1947¹⁶. Ces missions n'ont pas toutes eu la même importance stratégique. Certaines, comme le pont aérien de Berlin, a servi des intérêts nationaux cruciaux de façon extrêmement directe et remarquablement efficace. D'autres, comme les opérations temporaires de secours menées au Bangladesh à la suite du tsunami, n'ont pas directement servi les intérêts américains en soi, mais sont néanmoins à associer aux nombreuses autres opérations humanitaires qui ont été menées en parallèle ou peu de temps après les missions de ce type. Bien qu'il soit impossible d'évaluer avec précision les avantages diplomatiques à long terme et les effets de ces missions sur l'image des États-Unis à travers le monde, aucune personne ayant officié à l'étranger et ayant été le témoin de l'impact de ces missions humanitaires sur leurs bénéficiaires, que ce soit le peuple « ordinaire », les officiers militaires, ou les responsables politiques, ne pourra contester un instant les effets extrêmement bénéfiques de ces opérations.

Malheureusement, la nature et donc les objectifs de ces missions peuvent également changer et se réorienter vers le domaine militaire, comme l'a démontré la mésaventure en Somalie, où l'opération est passée de l'approvisionnement en nourriture de Somaliens affamés à la poursuite de chefs de guerre et à la mise en place d'une structure étatique qui n'avait jamais existé dans ce pays, exception faite du bref simulacre d'État de Siad Barre. Compte tenu des règles d'engagement extraordinairement restrictives mises en place pour cette mission et de son impossibilité inhérente en raison des réalités contextuelles et culturelles des structures en clans du pays, ni les avions de la Force aérienne, ni les soldats, ni les véhicules pilotés à distance, alors flambant neufs, n'auraient pu changer la donne. Cela n'aurait pas été davantage le cas d'un groupe de bataille aéronaval, d'une unité expéditionnaire de Marines ou d'un bataillon de rangers de l'armée de Terre (ce dernier exemple étant particulièrement évident dans ce cas, comme nous l'avons constaté de façon tragique). À l'instar de tout autre instrument de pouvoir, la

Force aérienne ne peut par définition être plus efficace que les responsables politiques qui décident de l'envoyer en mission.

Même si l'espace et le cyberspace font partie de la mission de l'U.S. Air Force au sens large (le premier domaine étant très largement pris en charge par le personnel de la Force aérienne, que ce soit en termes de planification, de mise en œuvre ou de contrôle), les apports de la Force aérienne n'ont d'importance que si son expertise répond réellement aux exigences de la mission. S'agissant de l'expertise de la puissance spatiale, la Force aérienne a mené des opérations dans ce domaine depuis les premiers balbutiements des missions spatiales et elle continue de le faire aujourd'hui. L'expertise ainsi cumulée n'est ni facile à remplacer ni susceptible d'être reprise par les autres services avec le même degré d'excellence s'ils venaient à reprendre le contrôle de ces opérations. Tous les services ont leurs limites quant au nombre de missions qu'ils peuvent mener avant de commencer à perdre les vraies priorités de vue et de souffrir d'un niveau moindre d'efficacité.

Le champ du cyberspace appuie peut-être cet argument plus que tout autre en raison de son omniprésence (ou plutôt, paradoxalement, de son absence de présence), de son incapacité manifeste à s'établir dans un service spécifique, et des questions et des problèmes continuels sur la façon de répartir entre les autorités les activités qui en découlent en temps de guerre et lors des situations de guerre latente. Des arguments analogues ont été avancés à propos des capacités aériennes et spatiales lorsqu'elles ont émergé et se sont développées. Chacun de ces domaines a trouvé une bonne place, pour ne pas dire sa place, au sein de la Force aérienne, respectivement au cours du siècle et du demi-siècle dernier. Le champ du cyberspace trouvera donc également sa place dans une unité spécifique, même s'il n'est pas évident que ce sera dans l'U.S. Air Force. Dans la mesure où les facteurs contextuels diffèrent fortement de tous les autres facteurs impliqués dans les activités aériennes et spatiales de la Force aérienne. Tout argument avançant que toutes les nouvelles capacités de combat doivent par définition être intégrées au service le plus récent doit être appréhendé avec le plus grand scepticisme. Si cette réflexion avait un sens pour les missions aériennes et spatiales, ce n'est pas du tout le cas pour les missions cyber spatiales. Et rien n'indique que la situation changera avec le temps. En réalité, l'inverse est même plus probable, avec, la création d'une Force de cyber sécurité indépendante ou un contrôle opérationnel de ce (non-)domaine par l'Agence de sécurité nationale à travers le contrôle direct de la branche exécutive. Le temps nous dira ce qu'il adviendra, mais à ce stade, tout argument selon lequel le cyberspace relève d'une compétence directement liée à la Force aérienne pêche par manque de crédibilité, à l'instar de toute tentative visant à priver le service du rôle qu'il joue actuellement dans le domaine aérien et spatial, pour lequel il dispose d'un ensemble de compétences uniques.

Malheureusement, le champ de la cyber sécurité a donné des munitions supplémentaires aux adversaires de la Force aérienne en tant qu'entité indépendante, ne serait-ce que parce que le caractère récent de la cyber sécurité leur autorise les arguments les plus extrêmes sur *tous* les rôles de la Force aérienne, même si les théories « extrémistes » sur la Force aérienne (Giulio Douhet et Hugh Trenchard après la Première Guerre mondiale et les actes les plus extrêmes des « *bomber barons* » pendant la Seconde Guerre mondiale) sont placés par Gray dans la catégorie des arguments « dépassés et non pertinents ». Cette tendance à aborder les problèmes de façon extrême sans même chercher à comprendre comment la Force aérienne (et tout le reste) fonctionne en réalité est fatale à toute tentative d'argumentation. Dans son intégralité, le chapitre d'ouverture de Clausewitz (*De la guerre*) traite de la guerre dans l'absolu et des raisons pour lesquelles, dans le monde théorique, tous les conflits armés tendraient inévitablement vers les niveaux les plus extrêmes de violence. Toutefois, il effectue ensuite un déplacement de cette position à son antithèse, l'absence de guerre totale, et en conclut que la guerre doit être considérée à la lumière de ses véritables caractéristiques et non de ses caractéristiques absolues. Cette logique hégélienne, qui sert tant l'efficacité de toute analyse pertinente, manque aux critiques adressées à l'indépendance de la Force aérienne. Cette approche déficiente fait le lit d'idées dépassées sur la Force aérienne, qui lui reprochent de ne jamais avoir atteint les objectifs que lui avaient été fixés à l'origine par des théoriciens de premier plan, et qui en déduisent donc qu'elle a échoué, par ce seul test, et qu'elle ne mérite donc pas le statut d'indépendance qu'elle détient aujourd'hui en tant que service distinct. Ainsi, il est bien plus pertinent de se mettre en quête d'un moyen utile d'évaluer la véritable efficacité de la Force aérienne en tant que service indépendant et en tant que membre d'une équipe interarmes. Hélas, cet exercice n'a que trop rarement été effectué¹⁷. D'aucuns ont avancé des accusations selon lesquelles la Force aérienne se cramponne à une « vision de la guerre qui, en dépit d'investissements considérables, ne correspond pas aux besoins de sécurité des États-Unis¹⁸ ». En d'autres termes, cette « vision » fait référence à ce qu'on a appelé le bombardement stratégique pendant la Seconde Guerre mondiale, un concept abandonné depuis bien longtemps par la Force aérienne et les responsables politiques. Tout argument visant à définir le service selon ces concepts obsolètes et avançant que, par extension, la Force aérienne n'a aucune utilité pour la grande stratégie et la politique d'aujourd'hui, est indéfendable.

Un exemple particulièrement évocateur de cette tendance se rapporte à l'argument que les grands bombardiers construits pendant la Guerre froide, qu'il s'agisse des B-46 ou des B-2, n'ont eu aucune utilité, car ils n'ont pas été utilisés aux fins auxquelles on les avait destinés¹⁹. De toute évidence, cette affirmation

n'est pas valide, car leur utilisation dans le cadre d'un échange nucléaire aurait été à l'origine d'un effroyable échec stratégique. En effet, on oublie que ces systèmes d'armement ont été davantage construits pour exister en tant que tels que pour être réellement utilisés, même s'ils étaient bel et bien capables d'assurer des missions de guerre. Telle était la logique très particulière de la Guerre froide : user de la démonstration de force comme moyen de dissuader l'adversaire de toute tentative de recours à ses armes nucléaires ou simplement à ses opérations de combat conventionnelles. Dans cette optique, le développement et l'envoi sur le terrain de bombardiers lourds en période d'après-guerre ont contribué au succès majeur de la grande stratégie et ont réaffirmé le caractère central de la Force aérienne en tant que moyen de dissuasion et de contrainte pendant la guerre froide, de même que le rôle central joué par la puissance aérienne dans la victoire des États-Unis dans ce conflit. Ce qui est encore plus paradoxal, c'est que la flotte dont on avait contesté l'utilité pendant la guerre froide parce que ses avions n'avaient pas été utilisés en combat, a ensuite été utilisée dans de nouveaux rôles et lors de nouvelles missions avec une grande efficacité. Il suffirait d'interroger tout officier de l'Alliance du Nord sur l'utilité des bombardiers lourds et de la bombe *Joint Direct Attack Munition* guidée par GPS à l'automne 2001, et il vous répondrait sans hésiter qu'ils ont permis, en coordination avec l'intervention combinée de la force de substitution, les opérations de renseignement et les forces spéciales, de faire plier les talibans sur toutes leurs positions défensives majeures et qu'ils ont précipité leur dispersion rapide, en ce compris le chef de l'organisation Al-Qaïda. Pour le dire simplement, dans le cadre de contextes changeants, des services aussi flexibles et agiles que la Force aérienne s'avèrent parfaitement appropriés. Quelle que soit la mission étudiée, la Force aérienne indépendante a prouvé ses capacités à changer avec le temps et à s'adapter de façon ingénieuse au profil changeant de ses nouveaux amis et adversaires, en travaillant avec les autres services et les autres instruments de pouvoir.

Comme les différents événements abordés précédemment le démontrent, nous devons également accueillir avec la plus grande prudence tout argument dénonçant l'appel systématique des responsables politiques à un service souple et « facile ». Il est ainsi tout simplement faux d'affirmer que les pilotes et leurs machines sont responsables des échecs stratégiques et politiques pour la simple raison que les décideurs y ont recours comme une solution de facilité, qui est en réalité ni facile ni une solution, mais plutôt un palliatif. Les mauvais choix politiques et les erreurs de jugement au niveau du leadership national ne constituent en rien une base solide pour justifier le démantèlement de la Force aérienne ou d'un autre service. Les recours abusifs à la force terrestre et au Marines au Vietnam, en Irak et en Afghanistan par les décideurs politiques, ainsi que par les officiers généraux,

ne rendent pas *ipso facto* ces services inopérants. Ils ont simplement été utilisés à de mauvaises fins politiques et dans certains cas par des officiers désireux de prouver coûte que coûte que leur service était toujours une unité importante. Les officiers de l'U.S. Air Force ont parfois commis les mêmes erreurs morales et professionnelles, mais il convient de ne pas confondre les causes et les effets lorsqu'on veut condamner l'inefficacité de l'ensemble des forces armées. Comme l'indique Colin Gray, si « le monde stratégique est constamment confronté à des marchands de tel ou tel élixir magique », nous devons être prudents, à la fois vis-à-vis de cette tendance et de son contraire, c'est-à-dire vis-à-vis de la dévalorisation d'une catégorie spécifique de la puissance nationale fondée sur un raisonnement qui serait tout aussi fautif²⁰. De façon analogue, nous devons accorder une attention très particulière à l'argument selon lequel « l'effet stratégique est inévitable, ce qui revient à dire que les moyens et les fins guideront un discours stratégique, qu'un régime politique ait [ou soutienne] une stratégie explicite ou pas (au sens de plan)²¹ ».

Un dernier point important concernant la prétendue pertinence de démanteler la Force aérienne et de déplacer ses ressources dans d'autres services exige de se pencher sur le degré d'importance que ces services accordent à leur composante aérienne et sur les limites inhérentes de ces instruments. *L'Army's Aviation Branch* de l'armée de Terre se compose ainsi en grande partie d'officiers adjudants et est entièrement considérée comme un service de soutien au niveau tactique. Elle se situe bien en-dessous des branches traditionnelles de combat en termes d'importance générale ainsi qu'en termes de perspectives de promotion pour les officiers. Toute personne ayant fait une carrière dans l'armée et ayant travaillé avec ces officiers comprend les problèmes inhérents et majeurs que cette situation pose pour le développement de toute perspective plus large pour la puissance aérienne (et pour la puissance spatiale), sans parler de la mise en œuvre des ressources en soutien de cette vision plus large. De par sa nature, son programme de formation ou le niveau d'importance accordé à la puissance aérienne, cette branche n'est pas à même d'assumer l'ensemble du spectre des rôles et des missions de la Force aérienne et de faire face à leur complexité inhérente, tout particulièrement sur le plan stratégique et politique.

Les forces air-terre de la Marine et ses sous-unités se préoccupent entièrement du soutien de leurs opérations de combat au niveau tactique et dépassent rarement cet objectif, en dépit de leurs ressources aériennes organiques. Pendant la Tempête du désert, même après la prise de pouvoir du territoire aérien par la coalition, les commandants de la force expéditionnaire de la marine ont continuellement trouvé des moyens de ne pas recourir à la Force aérienne lors des opérations d'envergure *avant le départ des opérations terrestres* visant à diminuer les res-

sources logistiques de l'armée irakienne et ses capacités de rassemblement et de manœuvre. Les principales préoccupations des officiers généraux de la marine portaient, comme on peut le comprendre, exclusivement sur le soutien direct à apporter aux Marines sur le terrain. Toutefois, dans l'impossibilité d'une attaque irakienne, en raison de la suprématie aérienne de la coalition, tout spécialement après la destruction de deux divisions armées irakiennes depuis les airs lors de la bataille de Khafji, il était plus raisonnable de recourir à la Force aérienne pour détruire les capacités logistiques, de communication, de combat et de soutien du pays. En dépit de ces frictions, dès le début des combats terrestres, les Marines disposaient de leur flotte d'avions pour soutenir leurs combattants sur le terrain²². La procédure conjointe de commandement de la Force aérienne a été très efficace, pour ne pas dire parfaite, en dépit des défis auxquels elle a été confrontée.

Enfin, la composante aviation de la force navale, bien que hautement compétente, présente d'importantes limites en termes de portée et de moyens. Au cours de la première phase de la guerre en Afghanistan, la flotte aérienne de la force navale a nécessité trois et parfois quatre ravitaillements en carburant en vol par les avions ravitailleurs de la Force aérienne à l'entrée *et* à la sortie de leurs cibles. Les démonstrations de force et les capacités de frappe à court terme et à courte portée s'avèrent particulièrement utiles dans différents contextes, mais elles restent très éloignées des objectifs de mission et des compétences de la Force aérienne. Elles ne sont tout simplement pas en mesure de s'élever au niveau de la Force aérienne, que ce soit en termes de frappe, d'ISR, de ravitaillement, de mobilité ou de communication, pour ne citer que quelques exemples.

Aucun de ces trois services n'est dès lors approprié sur le plan de la philosophie, de l'expérience et des compétences pour prendre en charge le vaste spectre de missions que la Force aérienne prend à son compte pour atteindre les objectifs stratégiques et politiques de ses opérations. Lorsque ces services s'engagent dans des missions aériennes ayant des effets stratégiques, ils comptent presque inévitablement sur l'expertise de la Force aérienne et sur ses atouts pour mener leurs missions à bien. Il relève de la plus haute importance de préciser que chacun de ces services est capable de soutenir et soutient bel et bien les efforts stratégiques et politiques liés à la sécurité nationale en période de guerre latente, comme le fait la Force aérienne. Ils le font à leur propre façon, avec leur propre philosophie, avec leurs propres rôles et leurs propres missions, et aussi avec leurs diverses limites, que seuls les autres services peuvent pallier dans le cadre de missions interarmes réellement efficaces. Il est peut-être temps d'analyser une fois encore comment cette dynamique combinée, c'est-à-dire les multiples interactions intervenant entre les instruments militaires et les autres instruments de pouvoir concourant au renforcement d'une dynamique encore plus large et l'interaction des États-Unis

avec ses alliés et ses partenaires, contribue à l'atteinte des objectifs stratégiques en période de guerre latente, plutôt que de dépenser des quantités d'énergie déraisonnables à discréditer l'utilité d'un service ou d'un autre à travers un prisme décontextualisé et intellectuellement biaisé²³.

Il est grand temps de commencer à évaluer la valeur des différents instruments de pouvoir, dont l'armée et ses services, dans le contexte bien plus large que le simple engagement dans des conflits armés. En effet, une stratégie générale efficace doit également permettre aux États-Unis d'Amérique de maintenir un avantage continu sur ses ennemis, ses adversaires et ses concurrents sans entrer en guerre. Cet objectif n'est pas entièrement possible dans le monde réel, mais reste faisable dans une plus ou moins grande mesure, en fonction de l'efficacité et du réalisme avec lesquels les décideurs politiques établiront leurs objectifs stratégiques et les actions de soutien à leurs politiques, et en fonction de la façon dont ils emploieront les instruments de pouvoir national pour les atteindre. À cet égard, les pilotes et la Force aérienne indépendante ont prouvé à maintes reprises, indépendamment de leurs lacunes dans certaines circonstances, que la puissance aérienne confère aux responsables politiques un niveau extraordinaire de flexibilité pour atteindre leurs objectifs stratégiques en situation de guerre latente. En réalité, ils l'ont utilisé à cette fin plus souvent qu'ils ne l'ont utilisé dans le cadre d'actions militaires à proprement dit, ce qui leur a souvent permis de combler leur manque de vision stratégique. Le recours aux avions de transport lors du pont aérien de Berlin ; la présence de bombardiers et de missiles nucléaires, heureusement non utilisés, pendant la Guerre froide pour dissuader l'Union soviétique ; les opérations de photo reconnaissance pendant la crise des missiles de Cuba ; l'arrivée d'un C-141 à l'aéroport Ben-Gurion de Tel-Aviv toutes les 45 minutes pendant la guerre du Kippour (guerre d'Octobre) afin d'aplanir les différends et forcer une trêve ; la mise à disposition d'une aide humanitaire dans le monde entier à l'adresse de personnes qui respectent et qui apprécient les efforts américains dans ce domaine ; et le recours approprié à la puissance aérienne pendant la guerre du Golfe Persique pour priver l'armée irakienne de ses ressources et faciliter la victoire des forces terrestres, sont autant d'exemples à prendre en considération.

Que ce soit pour atteindre des objectifs stratégiques américains en période de guerre latente ou pour mener la guerre en limitant les pertes, ces recours à la Force aérienne rappellent que chaque service contribue à atteindre les objectifs stratégiques. La question d'importance prioritaire dans ce cadre n'est donc pas de s'interroger sur l'utilité supposée de ces différents services, mais plutôt de savoir si les responsables politiques et les commandants les utilisent dans des contextes appropriés et de façon opportune. Lorsqu'on remet la question de l'indépendance de la Force aérienne dans une perspective stratégique et politique, la réponse

s'impose comme une évidence. Sans une Force aérienne indépendante, commandée par des officiers conscients de l'éventail de leurs possibilités, mais aussi des limites associées aux ressources dont ils ont la charge, toute mission stratégique impliquant le recours à la puissance aérienne s'avèrera plus ardue et sera par conséquent plus que probablement moins efficace, ce qui nuira inévitablement à notre sécurité nationale. Démanteler la Force aérienne, ou omettre de prendre conscience de l'ampleur de sa contribution à la stratégie et la politique de notre pays, se résumerait à nous infliger à nous-mêmes un coup d'une violence extrême ; un acte qui confinerait purement et simplement à la pire espèce de folie.

Notes

1. FARLEY, Robert M., *Grounded: The Case for Abolishing the United States Air Force*, Lexington : University Press of Kentucky, 2014. Il a adopté pour la première fois cette position dans un article intitulé « Abolish the Air Force », *American Prospect*, 22 octobre 2007, <http://prospect.org/article/abolish-air-force>. Une réponse critique faite par l'auteur du présent article a marqué le début d'un débat qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. Voir « Retain the Air Force, Abolish Anti-jointness », *Wright Stuff* 3, n° 16, 4 septembre 2008, pp. 1-10.

2. VON CLAUSEWITZ, Carl, *On War*, éd. et trad. Michael Howard et Peter Paret, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1976, pp. 92-94, 581, 586, 605-7 ; et SUN TZU, *The Illustrated Art of War*, trad. Samuel B. Griffith, Oxford, UK : Oxford University Press, 2005, p. 115. Bien que Sun Tzu rappelle sans détour que le summum de la compétence n'est pas de gagner cent batailles, mais bien de vaincre une seule fois sans combattre ; Clausewitz nous apporte des réflexions moins directes, mais plus fréquentes sur cette même question. L'ouvrage *On War* se propose de réfléchir à la meilleure manière de faire la guerre une fois que la décision d'y entrer est prise, mais nous rappelle que la guerre ne doit être menée que « lorsqu'elle est devenue inévitable » et uniquement après avoir mûrement réfléchi aux conséquences. « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». En d'autres termes, les êtres humains ne doivent y recourir que lorsque tous les efforts diplomatiques et d'autres natures visant à l'éviter ne sont pas parvenus à produire l'effet visé.

3. LIDDEL-HART, B. H., *Strategy*, 2e rév. éd., New York : Praeger, 1968, p. 366.

4. CLAUSEWITZ, *On War*, p. 81. Les mots entre crochets ont été ajoutés pour insister sur le fait que la citation de Clausewitz s'applique de façon équivalente aux situations de guerre latente.

5. *Id.*, p. 88.

6. Clausewitz disait « tout dans la stratégie est simple, mais cela ne veut pas dire que tout est simple dans l'absolu ». *Id.*, p. 178. Il faisait référence à la stratégie militaire, comme nous l'appellerions aujourd'hui, mais le principe s'applique avec encore plus de force à la stratégie générale, qui implique à la fois un ensemble d'objectifs stratégiques durables et des efforts politiques de soutien, dont fait partie, parmi beaucoup d'autres et en aucun cas à titre de *primus inter pares*, la guerre.

7. LIDDELL-HART, *Strategy*, p. 366.

8. VON CLAUSEWITZ, Carl, *Vom Kriege*, p. 7. Auflage, Hamburg : Nikol Verlag, 2014. Le terme *Wechselwirkungen* (« interactions ») est omniprésent dans l'édition allemande de l'ouvrage *On War* et apparaît pour la première fois dans la discussion que fait Clausewitz, en usant de la dialectique hégélienne, des différences entre la guerre absolue (la guerre dans l'abstrait) et la vraie guerre (la guerre telle qu'elle est réellement, sous l'influence des contraintes imposées par une multitude de facteurs). Voir pp. 30-36.

9. GRAY, Colin S., *Explorations in Strategy*, London : Praeger, 1998, pp. 55, 56.

10. GRAY, Colin S., *Modern Strategy*, Oxford, UK : Oxford University Press, 1999, pp. 270-71.

11. *Id.*, p. 212.

12. SCHELLING, Thomas C., *Arms and Influence*, New Haven, CT : Yale University Press, 1966. L'auteur introduit le concept de coercition, qui inclut la dissuasion et la contrainte, pp. 2-3. Il fait fréquemment référence aux trois termes tout au long du reste du livre. La dissuasion implique l'utilisation de la menace (de recours à la force) pour empêcher un ennemi d'entreprendre une action, tandis que la contrainte l'en empêche en recourant directement à la force. Bernard Brodie aborde également ces concepts dans son célèbre ouvrage *Strategy in the Missile Age*, Princeton University Press, 1959.

13. GRAY, *Explorations in Strategy*, pp. 83-84.

14. Voir OWEN, Col Robert C., éd., *Deliberate Force: A Case Study in Effective Air Campaigning*, Maxwell AFB AL : Air University Press, 2000.

15. BUCHANAN, Maj David R., USAF, « *Joint Doctrine for Unmanned Aircraft Systems: The Air Force and the Army Hold the Key to Success* », travail d'étudiant, Newport, RI : Naval War College, 3 mai 2010, pp. 10-11, www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a525266.pdf. Voir aussi ERWIN, Sandra I., « Air Force to Army: There Are Better Ways to Deploy Surveillance Aircraft », *National Defense*, janvier 2010, www.nationaldefensemagazine.org/archive/2010/January/Pages/AirForcetoArmyThereAreBetterWaystoDeploySurveillanceAircraft.aspx. Les réfutations formulées en critique de cet article ne sont pas pertinentes, précisément parce qu'elles ne mentionnent pas les inefficacités majeures et la réduction de l'efficacité collective qui résulte du déploiement et du redéploiement de véhicule piloté à distance au sein d'une unité dédiée plutôt que leur usage continu sur le théâtre des opérations, que ce soit avec l'arrivée de nouveaux cadres pour les commander ou par le biais d'opérations à distance menées en dehors du théâtre des opérations, ou d'une combinaison des deux. Pour obtenir de plus amples informations sur les opérations d'entraînement militaire, voir MCGARRY, Brendan, « US Army Mulls Merging Drone Training after Scathing Audit », *DefenseTech*, 5 juin 2015, <http://defensetech.org/2015/06/05/us-army-mulls-merging-drone-training-after-scathing-audit/>.

16. Il est impossible de savoir avec précision combien de personnes la Force aérienne et les autres services ont sauvé de la famine et de la maladie, mais la mission menée en Somalie 1992 à 1994 a permis de sauver à elle seule plus d'un million de personnes. De même, les opérations humanitaires menées à l'adresse de la population kurde de 1991 à 1994 ont porté assistance à pas moins de 400 000 personnes. La mise à disposition de dispositifs d'épuration d'eau au Rwanda après le génocide a sauvé au moins un million de personnes, et probablement plus, du choléra et de diverses maladies hydriques, et l'approvisionnement en nourriture a permis d'éviter un nombre incalculable de victimes potentielles de la famine. Le pont aérien de Berlin a quant à lui permis de prévenir la famine dans la zone de Berlin-Ouest, même si le nombre de personnes ayant bénéficié de cette opération reste incertain. Les opérations aériennes et terrestres en Chine entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la prise du pouvoir par les communistes en 1949 ont également sauvé plusieurs millions de personnes. Avant que cette aide n'arrive, on estime le nombre de victimes de la famine des suites de l'expropriation japonaise des rizières à quelque 10 000 par jour. En plus de l'approvisionnement en nourriture, des équipes médicales ont sauvé de nombreuses personnes lors de milliers de missions à travers le monde. Les véhicules assurant l'approvisionnement sont généralement des avions de la Force aérienne, même si les équipes de secours et médicales sont souvent combinées avec des forces alliées et partenaires. L'estimation de 40 millions que suggère l'auteur est basée sur une analyse documentée de toutes les missions humanitaires menées depuis 1945 et dont les données ont été publiées.

17. Voir EHLERS, Robert, *Targeting the Third Reich: Air Intelligence and the Allied Bombing Campaigns*, Lawrence : University Press of Kansas, 2009 ; et EHLERS, *The Mediterranean Air War: Airpower and Allied Victory in World War II*, Lawrence : University Press of Kansas, 2015. Deux ouvrages permettent de comprendre l'importance de l'approche de l'utilité de la Force aérienne dans un cadre nuancé impliquant à la fois la stratégie générale, la politique, la stratégie militaire, les aspects opérationnels, les particularités interarmes et les effets combinés.

18. FARLEY, *Grounded*, p. 1.

19. *Id.*, pp. 105-6.

20. GRAY, *Modern Strategy*, p. 7.

21. *Id.*, p. 16.

22. Pour une excellente analyse de la réticence du corps des Marines à s'associer véritablement aux opérations aériennes et de la réticence de la force navale à adhérer au même principe, voir CARPENTER, Mason, « *Joint Operations in the Gulf War: An Allison Analysis* », thèse, School of Advanced Air and Space Studies, Maxwell AFB, AL, juin 1994. Bien que de telles inquiétudes soient normales, il importe de tenir compte du contexte. L'incapacité des Irakiens à mettre sur pied toute action offensive digne de ce nom, particulièrement après le désastre de la bataille de Khafji, a confirmé le caractère opportun de recourir à toutes les ressources aériennes possibles pour attaquer les atouts logistiques irakiens sur le terrain et la nécessité de ce faire afin de maximiser l'efficacité des opérations terrestres et de limiter au minimum le nombre de victimes lors des opérations de guerre sur le terrain.

23. Pour une discussion sur la puissance combinée en tant que concept plus général et plus efficace que les opérations multi armes, voir ROKKE, Ervin J., DROHAN, Thomas A. et PIERCE, Terry C., « Combined Effects Power », *Joint Force Quarterly* 73, 2e trimestre 2014, pp. 26–31, http://ndupress.ndu.edu/Portals/68/Documents/jfq/jfq-73/jfq-73_26-31_Rokk-Drohan-Pierce.pdf.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp